

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 6 janvier 2015

**Adresse postale**

Services de l'Etat en Vaucluse  
DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

**Adresse physique**

DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
Cité Administrative - Bâtiment 1 - Porte B  
84000 AVIGNON

**Affaire suivie par :** Subdivision 3

**Tél. :** 04.88.17.89.33. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

D-0001-2015-UT84-Sub3  
P2 – N° S3IC / 64-486

**Rapport de l'inspection des installations classées**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Société NATUREX – Établissement d'Avignon.  
Rejets en composés organiques volatils (COV).

**Réf. :** Plan de gestion de solvants annuel.

**P.J. :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**1. Activités et situation administrative de l'établissement**

La société NATUREX exploite depuis 1993 sur la commune d'Avignon (site d'Agroparc) une usine de fabrication d'ingrédients naturels (arômes, colorants, compléments alimentaires) pour les industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques.

Pour cela elle procède notamment à des extractions de matières végétales pour l'essentiel, par des solvants organiques (hexane et éthanol).

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 modifié, dont les prescriptions remplacent celles des actes antérieurs (11 mars 1993, 2 septembre 1999, 16 décembre 2003, 14 avril 2008). Cet arrêté préfectoral fait suite à un dossier présenté par l'exploitant en 2011 et portant sur l'agrandissement des locaux.

## 2 Rejets atmosphériques

### 2.1 Prescriptions de l'arrêté préfectoral

Le site dispose de 4 points de rejets listés ci-après :

Point de rejet	Type de rejet
Cheminée de l'atelier ADF	COV
Cheminée de la tour d'atomisation de l'atelier anhydro	Poussières
Cheminée de la tour d'atomisation de l'atelier poudres (P6-3)	Poussières
Cheminée du broyeur 160 UPZ de l'atelier poudre	Poussières

Plus particulièrement, le rejet de l'atelier ADF, dans lequel sont exercées les activités d'extraction, est limité selon l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 à :

- un débit de gaz de 6500 Nm<sup>3</sup>/h,
- une concentration en COV maximum de 150 mg/m<sup>3</sup>,
- un flux horaire en COV de 975 g/h.

En outre, les rejets atmosphériques diffus en COV sont limités à 800 kg/an.

En application de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012, l'exploitant établit annuellement un plan de gestion de solvants (PGS) mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce PGS doit notamment permettre d'évaluer la quantité d'émissions diffuses.

### 2.2 Émissions calculées et mesurées

Suite à la visite d'inspection effectuée le 18 février 2014, l'exploitant a transmis le 07 août 2014 une version modifiée de son dernier PGS, établi pour l'année 2013.

Les émissions totales de COV en 2013 sont évaluées à 18,6 tonnes, dont 9,3 tonnes d'émissions dans l'air, elles-mêmes comprenant 6,1 tonnes d'émissions diffuses dans l'air. Il peut être noté que ce calcul a été conforté par une mesure en 2014 des émissions diffuses rejetées via deux extracteurs, situés dans l'atelier ADF.

Les rejets atmosphériques diffus calculés via le PGS (6,1 t/an) sont donc nettement supérieurs à la valeur limite d'émission fixée à 800 kg/an.

Les rejets canalisés de l'atelier ADF ne sont pas réguliers, l'émissaire est un événement (et non une cheminée standard).

Les résultats des deux derniers contrôles sont présentés ci-après :

	Valeurs mesurées		
	Concentration	Flux	Débit de gaz
<b>Valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral</b>	150 mg/m <sup>3</sup>	975 g/h	6500 Nm <sup>3</sup> /h
<b>Contrôle des 05 et 06/05/14</b>	2200 mg/m <sup>3</sup> par le calcul	623 g/h	283 Nm <sup>3</sup> /h
<b>Contrôle inopiné du 12/08/14</b>	135 mg/m <sup>3</sup>	Non mesurable	Non mesurable

Compte tenu du faible débit d'émission de l'événement, au regard de la valeur fixée dans l'arrêté préfectoral, la concentration calculée à partir du flux mesuré ne peut respecter la valeur limite (on constate par ailleurs que

cette concentration est très variable d'une mesure à l'autre). Le flux reste toutefois inférieur à la valeur limite.

### 2.3 Prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

La prescription générale en matière de rejets atmosphériques de COV prévue par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation) est la suivante :

Premier alinéa du a. du 7° de l'article 27

*Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.*

L'article 30, paragraphe 25, de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe les prescriptions applicables en matière de rejets de COV, aux activités utilisant des solvants dans la chimie fine pharmaceutique. Ce paragraphe est applicable aux activités de la société NATUREX, dans la mesure où elle réalise des opérations d'extraction sur base solvantée.

*25° Utilisation de solvants dans la chimie fine pharmaceutique (toute activité de synthèse chimique, fermentation, **extraction**, formulation et la présentation de produits chimiques finis ainsi que la fabrication des produits semis-finis si elle se déroule sur la même installation. Si sur l'installation une autre activité de chimie fine est exercée, phytosanitaire, vétérinaire, cosmétique, colorants, photographie, notamment, les valeurs limites d'émissions prévues au présent point s'appliquent à l'ensemble des activités de l'installation) : **si la consommation de solvants est supérieure à 50 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :***

*"La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 20 mg/m<sup>3</sup>. Toutefois, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission canalisée est portée à 150 mg/m<sup>3</sup>, sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.*

*Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000 et 15 % pour les installations autorisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Les valeurs limites d'émission diffuses ne comprennent pas les solvants, vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement.*

***Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de COV sont :***

***- pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000, inférieures ou égales à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés :***

***- pour les installations autorisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001, inférieures ou égales à 15 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés."***

La consommation de solvants (qui ne comprennent pas de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27) par NATUREX en 2013 était de 134,25 tonnes. Elle est donc bien supérieure aux 50 tonnes susvisées.

La quantité de solvants utilisés en 2013 (comprenant l'ensemble du solvant recyclé) était de 3065,83 tonnes.

Les émissions totales de COV rejetées en 2013 sont évaluées à 18,6 tonnes. Ainsi les émissions totales annuelles de COV représentent 0,6 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés.

**Les émissions totales annuelles de COV étant inférieures à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés de 150 mg/m<sup>3</sup> et la valeur limite du flux annuel des émissions diffuses fixée à 5 % de la quantité de solvants utilisés ne sont pas applicables à la société NATUREX.**

### 3. Avis de l'inspection des installations classées

Compte tenu de la faible quantité émise annuellement via le rejet canalisé (3,2 t) et en l'absence de COV à phrases de risques mentionnés au c du 7° de l'article 27, il n'est pas proposé d'imposer à la société NATUREX de traiter les émissions atmosphériques de l'évent de l'atelier ADF.

La valeur limite en concentration de 150 mg/m<sup>3</sup> fixée par l'arrêté préfectoral est difficilement respectable compte tenu de l'irrégularité et du faible débit du rejet.

La valeur limite des émissions diffuses de 800 kg/an fixée par l'arrêté préfectoral représente 0,026 % de la quantité de solvants utilisés dans l'année : cette valeur est donc extrêmement faible au regard de la quantité de solvants utilisés. Pour mémoire, les émissions diffuses de 2013 sont évaluées à 0,2 % de la quantité de solvants utilisés dans l'année.

Au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés de 150 mg/m<sup>3</sup> et la valeur limite du flux annuel des émissions diffuses fixée à 5 % de la quantité de solvants utilisés ne sont pas applicables à la société NATUREX.

Toutefois, il s'avère nécessaire de fixer les valeurs limites tant pour les rejets canalisés que pour les rejets diffus.

Dans ces conditions, nous proposons de limiter :

- le flux horaire des émissions canalisés à 2kg/h, sans imposer de valeur limite en concentration, ce qui revient à la prescription générale prévue par le premier alinéa d du 7° de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- la quantité annuelle d'émissions diffuses à 0,5 % de la quantité annuelle de solvants utilisés.

### 8. Conclusion

L'inspection des installations classées propose ainsi de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012018-0009 du 18 janvier 2012, portant sur les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques.

Nous proposons ainsi à Monsieur le préfet de Vaucluse de donner une suite favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport, pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, après consultation du CODERST.

L'inspecteur de l'environnement,